

Saint-Denis, le 2 avril 2019



Monsieur le Président de la République,

La presse française va mal. Sa concentration entre les mains de quelques-uns peut masquer ses difficultés, mais aujourd'hui, plus aucune entreprise de presse ne vit uniquement de la vente des journaux qu'elle produit. Les rédactions s'appauvrissent, dans le privé comme dans le public, en témoignent les plans de suppressions de postes (AFP, France Télévisions) et les difficultés, comme celles auxquelles *L'Humanité* fait face. Il devient de plus en plus difficile de permettre à la presse écrite de jouer son rôle d'information et de formation intellectuelle et citoyenne de nos compatriotes.

Un gouvernement qui se dit « progressiste » doit être au rendez-vous pour la défense d'un des piliers essentiels à la démocratie. Car il n'y a pas de citoyenneté sans liberté et pluralisme de la presse.

***L'Humanité* en particulier, pourrait payer la facture** d'une concentration au profit de groupes bancaires et de grandes fortunes françaises. Notre journal est un des titres garants du pluralisme, un des rares à s'opposer au déferlement de la pensée unique, érigée en ligne éditoriale par la plupart des médias.

Seul à pouvoir garantir la vie des idées dans notre pays, contre la délégation à la seule main du marché, le pouvoir politique doit intervenir. Vous l'avez fait en faisant voter une loi sur les « fake news » à l'automne dernier. Mais il existe un bien meilleur moyen de lutter contre les rumeurs, fausses nouvelles, intox (les campagnes sur le « Pacte de Marrakech » ou le « traité d'Aix-la-Chapelle » sont de bons exemples), par le maintien d'une presse de qualité. En assurant aux journalistes d'organiser la collecte, le recoupement et la diffusion de l'information dans de bonnes conditions, **l'Etat doit garantir un accès à une information diverse aux citoyens.** C'est un droit constitutionnel qui fonde notre république et notre démocratie.

Nous l'avions fait comprendre à vos prédécesseurs : les aides publiques à la presse ne doivent donc pas être considérées comme un supplément d'âme pour l'Etat ou conditionnées à des exigences gouvernementales, mais bien comme la garantie d'un service rendu au public, d'autant plus indispensable en ces temps de crise politique, sociale et économique.

Nous demandons une refonte de ces aides à la presse, qui prenne en compte non seulement la situation économique des entreprises de presse, mais inclue dans le périmètre les groupes industriels dans lesquels ils évoluent, les soutiens financiers dont ils disposent, afin de permettre une répartition plus juste. Cela permettrait de conforter la place des plus faibles dans le paysage médiatique, voire de faire entrer dans des dispositifs d'aide des titres absents jusque-là. **Le développement de la vie démocratique de la France** est à ce prix. Bien peu élevé en réalité en regard des idéaux de progrès que vous exprimez à chaque discours.

Monsieur le Président, vous ne pouvez ignorer le séisme que provoque la disparition d'un titre de la presse française. Celle de *France Soir* est encore dans toutes les têtes. Dans un pays si fortement attaché à la liberté d'expression, l'extinction d'une voix comme *l'Humanité* laisserait un vide bien plus grand encore. Serez-vous le président qui laissera cela arriver ?

Notre journal, c'est celui de Jean Jaurès. Celui du peuple de France qui sera toujours opposé aux forces d'extrême droite et antidémocratiques contre lesquelles nous avons historiquement mobilisé, y compris au second tour de la dernière élection présidentielle, et contre lesquelles nous mobiliserons encore.

Ne soyez pas celui qui prendra la responsabilité de porter atteinte à la démocratie en sacrifiant le pluralisme de la presse. Nous vous demandons d'agir pour la défense de la presse et de notre titre en particulier.

La section SNJ-CGT de *l'Humanité*,
l'Humanité-Dimanche, *l'Humanité.fr*